

Tout principe est un jugement, tout jugement est l'effet de l'expérience, et l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens.

Sade

I INNOV. DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque

n°9 - Septembre 1999

EDITORIAL

Mili-béralisme financier

Quelles leçons peut tirer la Science Économique des petites guerres bi-annuelles que les pays aisés déclarent aux États les plus détraqués de la planète ? Après la main visible des managers et celle des actionnaires spéculateurs, l'épée des stratèges prolonge la main gantée des spécialistes de la finance et du commerce mondiaux. Irak, Bosnie, Afrique, Kosovo... entre deux coups de canon l'Asie du Sud et de l'Est, l'Amérique Latine, sans oublier l'Afrique du Nord sont secouées par les caprices de la finance.

Selon notre étude, en combinant le coût estimé des "petites" guerres et l'"assainissement" des marchés financiers du Sud et de l'Est asiatique et de l'Europe de l'Est (évalué en termes réels par la réduction de la capitalisation boursière des titres cotés en moyenne annuelle depuis trois ans) et en le corrélant avec l'amélioration des indices boursiers (selon la même méthode) à New York, Londres et Francfort, nous estimons que depuis six ans les guerres contre les petits pays et les crises financières créent un climat de sécurité pour les grands investisseurs internationaux (la croissance des flux internationaux de capitaux dépasse les 8% en moyenne annuelle) contribuant indéniablement à la croissance de l'économie mondiale.

SOMMAIRE

Au Carrefour des Rencontres

- ⇒ Séminaires Économie et Innovation
- ⇒ La "Toile" de RII, la recherche en réseaux 2

La Recherche en Marche

- ⇒ Publications & communications
- ⇒ Activités éditoriales
- ⇒ Formation et information 3-4

Centre Recherches Universitaires et Études Économiques

5

Le Point sur...

- ⇒ Renaud BELLAIS – "Vers une base industrielle et technologique de défense européenne ?"
- ⇒ Zora HAUCLAIR – "Temps libre..." 6-7

Les Rendez-Vous de RII

8

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédacteurs : Renaud Bellais et Jérôme Ziel

Le Laboratoire "Redéploiement Industriel et Innovation" est animé par Dimitri Uzunidis et Sophie Boutillier. Il bénéficie des services scientifiques de la Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme, de l'Université du Littoral.

Prix : 20 francs ♦ Abonnement annuel : 50 francs (France) ou 80 francs (étranger)

ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral-Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59240 DUNKERQUE
téléphone : 03.28.23.71.34, 03.28.23.71.35 ou 03.28.23.71.47 – fax : 03.28.23.71.10 – email : labrii@univ-littoral.fr

Au Carrefour des Rencontres

La "Toile" de RII, la recherche en réseaux

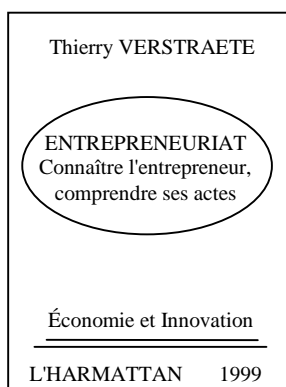
- o *Colloque Intersyndical Régional "Quelle recherche pour le troisième millénaire ?", Université de Valenciennes, 12 mai 1999*

Que deviennent le statut et la mission de l'enseignant-chercheur ou du chercheur à l'heure du transfert de technologies Universités / entreprises et de l'internationalisation croissante des économies ? Quelle place accorder aux jeunes chercheurs ? Comment améliorer l'évaluation des activités scientifiques ?

Quel état des lieux de la recherche dans le Nord Pas-de-Calais ? Le recueil des expériences des participants a permis de mettre en avant la nécessité de construire un "Parlement de la Science", démocratique et autonome, de renforcer les recrutements, les coopérations, tout en préservant la Science d'une privatisation qui nuirait à sa fécondité.

- o *Petits boulots ou grands travaux ?, conférence-débat, Armentières, 24 juin 1999*

Les chercheurs du Lab.RII ont présenté, devant les adhérents de l'association "Un travail pour chacun", leur approche en faveur de la création d'emplois. La décentralisation permet aux collectivités locales d'établir un programme intégré de développement local fondé sur la formation et la valorisation de ressources marchandes et monétaires dans le but néo-keynésien et robinsonien de reconversion économique. L'association a rétorqué que l'une des alternatives au chômage serait l'utilisation des fonds publics alloués au chômage pour la création d'emplois non-marchands dans les œuvres sociales (assistance aux personnes âgées, aux enfants, aux pauvres ou aux malades).



Le chômeur est un acteur du marché, le bénéficiaire d'un revenu d'appoint ne doit-il pas lui aussi se définir par rapport à une demande solvable ? Si oui, la production des richesses marchandes et la distribution de nouveaux revenus est la seule alternative au chômage et... à la dérive intellectuelle !

- o *Séminaire "Stratégies des entreprises, stratégies des territoires", Agence d'Urbanisme de Dunkerque, 30 juin 1999*

Cette réunion avait pour objectif de fixer les orientations préparatoires à l'élaboration du projet d'agglomération du littoral dunkerquois. Du débat a émergé deux thèses : celle défendue par L. Devazies et P. Beckouche (Paris XII), selon laquelle le développement local est fonction de la logistique aux entreprises, des services et des transports ; celle défendue par le Laboratoire RII selon laquelle le projet public de développement intégré doit se fonder sur la valorisation des acquis économiques et sociaux historiquement ancrés sur un espace local.

- o *XXXVème Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Université de Toulon et du Var, Hyères, septembre 1999*

Autour du thème général "Innovation et économie régionale", des thèmes plus particuliers ont été abordés concernant les liens entre l'innovation, la création de nouvelles activités et le lieu d'implantation d'une entreprise, qu'elle soit une petite entreprise indépendante ou une filiale de firme multinationale. Jérôme Ziel s'est penché sur le cas du bassin dunkerquois, et il s'est attaché à montrer que le potentiel humain était la clé de la reconversion industrielle et portuaire, d'où l'importance de la formation et des institutions qui la dispensent, comme l'Université du Littoral.

- o *European Summer School on Industrial Dynamics, Institut d'Études Scientifiques de Cargèse (Corse), 5-12 septembre 1999*

Destiné à promouvoir la diffusion des connaissances et des résultats de la recherche en dynamique industrielle, l'ESSID a consacré cette année un intérêt tout particulier à l'économie de l'innovation et aux politiques européennes en la matière.

Renaud Bellais a présenté une contribution sur l'organisation de la production d'armements et ses interactions avec le système national d'innovation. Cette contribution s'est inscrite dans une réflexion plus large sur le rôle des pouvoirs publics dans la recherche-développement.

La Recherche en Marche

Publications & Communications

mai-septembre 1999

- * BELLAIS R., The Armament Industry and the Industrialisation Process in Developing Countries, *Conversion, International Bulletin on the Conversion of the Arms Industries*, n°4, décembre 1998.
- * BELLAIS R., Technologie, innovation et puissance des nations, le poids de l'armement in J.P. Michiels et D. Uzunidis (dir.), *Mondialisation et citoyenneté*, coll. "Économie et Innovation", L'Harmattan, 1999.
- * BELLAIS R., *Defense R&D, Technology and Civilian Innovation, Arms production as a network Industry*, European Summer School in Industrial Dynamics, Cargèse, septembre 1999.
- * BELLAIS R., LAPERCHE B., ZIEL J., Capital-risque, entrepreneuriat et innovation : l'exemple des technologies de l'information, *Cahiers du GRATICE*, n°16, premier semestre 1999.
- * BOUTILLIER S., Le salariat, son histoire et son devenir, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°10, deuxième semestre 1999.
- * BOUTILLIER S., La mondialisation dans la pensée économique depuis XVIème siècle in J.P. Michiels et D. Uzunidis (dir.), *op.cit.*
- * BOUTILLIER S., *Crise du salariat, chômage et création d'emplois*, Colloque "Dynamiques sociales, dynamiques politiques", Espaces Marx, 28-29 mai 1999.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., Friches salariales, désindustrialisation et emploi à Dunkerque, *Revue Espace Marx*, n°12, 1999.
- * BOUTILLIER S., LAPERCHE B., *L'aménagement du temps de travail et organisation de la production en continu dans des entreprises industrielles dunkerquoises*, étude réalisée pour le compte du Conseil Régional du Nord Pas-de-Calais, Lab.RII/ULCO, Dunkerque, septembre 1999.
- * BOUTILLIER S., LAPERCHE B., *Travail en continu, polyvalence et flexibilité, les conséquences de l'aménagement-réduction du temps de travail*, document de travail n°25, Lab.RII/ULCO, septembre 1999.
- * COPPIN O., L'ouvriérisation de l'emploi dunkerquois, les impasses d'une marche forcée vers l'industrie lourde, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°10, deuxième semestre 1999.
- * COPPIN O., *Éléments de prospective pour la région dunkerquoise*, Observatoire de la Région Dunkerquoise (OERD), RUEE/Lab.RII/ULCO, Dunkerque, mai 1999.
- * LAPERCHE B., Enjeux actuels de l'intelligence économique, L'information, nerf des affaires *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°10, deuxième semestre 1999.
- * LAPERCHE B., Gouvernement d'entreprise et mondialisation in J.P. Michiels et D. Uzunidis (dir.), *op.cit.*
- * UZUNIDIS D., Firme mondiale et État national in J.P. Michiels et D. Uzunidis (dir.), *op.cit.*
- * UZUNIDIS D., *Le travail bradé, le libéralisme ou la chaîne de la solidarité sociale brisée*, Université d'été de Thiviers, Association "Partage", 31 août-2 septembre 1999.
- * ZIEL J., *Entrepreneur et socialisation de la production capitaliste*, document de travail n°24, Lab.RII/ULCO, juin 1999.
- * ZIEL J., *Reconversion d'un pôle industriel et portuaire et potentiel humain, le cas de Dunkerque*, 35ème Colloque de l'ASRDLF, Hyères, 1-3 septembre 1999.

Activités éditoriales

- ✓ *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°10, 1999-2, "Le salariat en friches".
S. Boutillier, J. Chaillou, J.P. Chanteau, O. Coppin, A. Corsani, J.M. Fernandez, J. Freyssinet, B. Laperche, V. Mifto-de, Cl. Pottier, M. Richevaux, J. Ziel.

Le travail salarié est-il en voie de disparition ? Chômage, précarité, travail indépendant, mono-entreprises,... pour nombre d'économistes libéraux la société de demain sera une société d'entrepreneurs. Mais cette réhabilitation médiatisée de l'individu dans la production est un leurre. En période d'incertitude économique aiguë, l'adaptation de l'entreprise à l'évolution de la demande exige l'utilisation flexible du travail, où les individus sont polyvalents et disponibles à tout moment.

Le salariat a été à tort considéré, lors de la période euphorique des Trente Glorieuses, comme synonyme de stabilité et de réussite sociale. La crise du modèle d'après guerre érode le travail salarié. Les friches salariales l'attestent : les mesures d'aménagement du temps de travail, l'individualisation de la rémunération ou encore la délocalisation de la production rendent le travail plus malléable, mieux maîtrisable, moins cher. Des réservoirs de travail superflu, exploitables à tout moment, se sont constitués à coups de mesures de libéralisation et de déréglementation des marchés.

- ✓ Thierry VERSTRAETE, *Entrepreneuriat, Connaître l'entrepreneur, comprendre ses actes*, coll. "Économie et Innovation", L'Harmattan, 1999, 208 pages.

L'entrepreneuriat serait-il à la mode ? L'État, l'École, les banques, les associations, les collectivités territoriales ne jurent que par l'esprit d'initiative. Est-ce un présage pour le prochain millénaire ? Difficile de répondre simplement, d'autant que l'entrepreneuriat est un phénomène multiple, trop complexe pour être réduit à une simple définition. L'auteur nous propose alors une analyse originale de l'entrepreneuriat fondée sur un large éventail de connaissances et de méthodes (en gestion, en économie, en sociologie).

Thierry Verstraete étudie l'acte d'entreprendre selon ses trois dimensions : la pensée, l'action, la structure. Il s'interroge sur l'identité de l'entrepreneur et sur les facteurs de succès ou d'échec de la jeune entreprise. L'entrepreneur pense et agit pour surmonter les contraintes et casser les routines de son environnement social. Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui cherchent des remèdes contre l'immobilisme économique : étudiants en économie et gestion, enseignants, chercheurs, décideurs ou encore managers de projets.

Formation et information

- o *DESS "Entrepreneuriat et redéploiement industriel"*

La rentrée du DESS est prévue le 5 octobre à 9h30. Voyons le bilan : il a été enrichissant de confronter théories et faits économiques, prendre le temps de réfléchir avant de se lancer dans la création d'entreprise, ceci grâce à une combinaison subtile entre d'une part l'enseignement des universitaires et des professionnels (Banque de France, MEDEF, Ruches, APCE, etc.). Pour la rentrée, l'enseignement théorique sera regroupé en début d'année ; le stage pourra ainsi se dérouler sur une plus longue période, couplé avec des initiatives de simulation et de formation interactive.

Renseignements : Sophie Boutillier, 03.28.23.71.34

- o *Protection de la propriété industrielle : les enjeux actuels*

Avec l'Institut National de la Propriété Industrielle et le groupe Management Interdisciplinaire du Transfert et de l'Innovation (MITI, Lille), le Laboratoire RII organise à Dunkerque, à partir de mars 2000, une session de sensibilisation aux aspects juridiques et aux enjeux économiques de la propriété industrielle (réalisation d'un guide-clé et formations adressées aux créateurs potentiels d'entreprises technologiques). Comment la protection des innovations peut-elle devenir une arme dans la concurrence pour l'entrepreneur "révolutionnaire" ?

Renseignements : Blandine Laperche, 03.28.23.71.47

- o *Ingénierie et innovation*

Afin de promouvoir une réflexion sociale globale sur l'innovation, le Laboratoire RII proposera dès la rentrée prochaine des cours en économie industrielle, de l'entreprise et de l'innovation, en histoire des sciences et des techniques, en économie des milieux innovateurs et économie-sociologie du travail aux étudiants de l'IUP Génie des systèmes industriels de l'ULCO. Cette démarche s'inscrit dans l'orientation de l'Université vers la création de formations de haut niveau pluri-disciplinaires.

INNOVATIONS *Cahiers d'économie de l'innovation*

Éditions L'Harmattan (Paris)
Revue fondée en 1995
publiée avec le concours de l'Université
du Littoral Côte d'Opale

Numéros déjà parus :

- n°1** Progrès et ruptures, 1995-1
100 francs (15,24 euros)
- n°2** Innovation, croissance et crise, tome 1, 1995-2
100 francs (15,24 euros)
- n°3** Innovation, croissance et crise, tome 2, 1996-1
110 francs (16,77 euros)
- n°4** J. Schumpeter, *Business Cycles* et le capitalisme, 1996-2, 130 francs (19,82 euros)
- n°5** Structures industrielles et mondialisation, 1997-1
110 francs (16,77 euros)
- n°6** Karl Marx, le capital et sa crise, 1997-2
150 francs (22,87 euros)
- n°7** La valeur du travail, 1998-1
120 francs (18,29 euros)
- n°8** Petite entreprise, le risque du marché, 1998-2
90 francs (13,72 euros)
- n°9** Travail et Capital, la mécontente, 1999-1
90 francs (13,72 euros)
- n°10** Le salariat en friches, 1999-2
110 francs (16,77 euros)

Abonnement annuel : 220 francs (33,54 euros)

Renseignements
Dimitri Uzunidis Laboratoire RII
téléphone : 03.28.23.71.35
email : uzunidis@univ-littoral.fr

Nomination

Toutes nos félicitations à Blandine Laperche, qui vient d'être nommée Maître de Conférences en sciences économiques à l'Université du Littoral Côte d'Opale

Centre “Recherches Universitaires et Études Économiques”

La RUEE vers les affaires

- o **La loi Aubry et l'organisation de la production dans des entreprises dunkerquoises travaillant en continu (Programme de recherche du Lab.RII pour le Conseil Régional du Nord-Pas de Calais)**

responsables : Sophie Boutillier, Blandine Laperche

L'enquête menée auprès de six grandes entreprises montre que la loi, à elle seule, ne conduit pas au développement de l'emploi, ni à l'amélioration des conditions de travail. La situation économique de l'entreprise et du secteur dans lequel elle se trouve déterminent en grande partie le caractère "offensif" ou "défensif" d'un accord.

Les lois sociales sur le travail du début des années 1990 ont conduit à une extension du travail en continu et à sa réorganisation (équipes supplémentaires, etc.), mais il reste le plus souvent à l'écart des négociations sur les 35 heures pour différentes raisons : temps de travail inférieur à 35 heures, flexibilité suffisante, crainte des conflits sociaux, crainte du temps libre. L'ARTT favorise pourtant le développement d'une nouvelle norme de gestion des ressources humaines, fondée sur les compétences et la polyvalence, laquelle renforce la flexibilité de l'entreprise, mais nuit parfois aux conditions de travail des salariés (charge de travail accrue, absence d'évolution de carrière, etc.).

- o **Colloque à venir sur l'entrepreneuriat**

responsable : Olivier Lemaire

L'association des étudiants du DESS "Entrepreneuriat et Redéploiement Industriel", *Innoval*, organise le 19 novembre 1999, à Dunkerque, un colloque sur l'entrepreneuriat. Quelles sont les opportunités et les difficultés d'entreprendre ? Peut-on enseigner l'entrepreneuriat ? Quelles sont les attentes en la matière dans les régions économiquement et socialement sinistrées ?

À côté des responsables d'organismes d'aide à la création et des entrepreneurs, des décideurs politiques et des universitaires montreront qu'aujourd'hui, l'entrepreneuriat est une aventure collective, c'est-à-dire un ensemble de relations socio-économiques expressément orientées vers la création d'entreprises.

Contact : Olivier Lemaire, *Innoval*

téléphone : 03.28.22.64.00, fax : 03.28.22.64.09

- o **Construction du marché européen et flux transfrontaliers de main-d'œuvre**

responsable : Sophie Boutillier

La création du marché commun, puis l'Acte Unique de 1986 ont cherché à construire un espace économique unifié entre les pays de l'Union européenne. Si ce processus semble achevé pour les marchandises et pour les capitaux, qu'en est-il des hommes ? Les barrières entre les marchés nationaux du travail ont-elles disparu ou perdurent-elles ?

En collaboration avec l'Université du Kent (Canterbury), le Centre RUEE s'est engagé dans une étude de l'évolution des flux transfrontaliers de main-d'œuvre entre la France et la Belgique – les flux France-Grande Bretagne étant étudiés par l'UKC. Cette étude a une durée de trois ans.

- o **Transports, communication et reconversions industrielles**

responsables : Dimitri Uzunidis, Olivier Coppin

L'aisance avec laquelle les marchandises se déplacent à travers les frontières contribue à la restructuration des activités dans des économies voisines, mais intégrées dans un cadre économique global. Les régions européennes appartiennent à la fois à une économie nationale, mais sont aussi amenées à se comporter comme des entités plus autonomes dans l'espace économique européen. Établir des liens forts entre instances de décision régionales de pays différents permet de mieux définir et valoriser des avantages économiques dynamiques dans le but de promouvoir des complémentarités et des coopérations.

La région de Dunkerque, avec son port et ses réseaux de canaux fluviaux ne tirerait-elle pas profit de la connexion avec la Wallonie voisine pour mieux intégrer les axes commerciaux du Nord de l'Europe ? RUEE travaille dans cette direction à travers l'Observatoire Économique de la Région de Dunkerque. Une table ronde sera organisée en janvier 2000 où les résultats de l'étude en cours y seront présentés (Voir la rubrique “Rendez-vous”).

Le Point sur...

Vers une base industrielle et technologique de défense européenne ?

Renaud BELLAIS

Naguère, certains prédisaient l'inéluctable disparition des firmes d'armements, dinosaures d'un autre temps inadaptés au monde de l'après-guerre froide. Les événements récents tendent à leur donner tort. Le conflit au Kosovo, la guerre en Érythrée, les tensions entre l'Inde et le Pakistan montrent que les firmes d'armements ont encore un bel avenir.

Quelle sera la forme de ces activités au siècle prochain ? Nous pouvons nous interroger sur l'avenir de "l'Europe de l'armement", seul pôle capable de se poser en alternative à l'industrie américaine. La restructuration permettra-t-elle la survie de l'industrie européenne au XXIème siècle ? Quel sera son rôle dans la dynamique industrielle et technologique ?

Si les budgets militaires ont fortement baissé depuis 1987-1988, ils ont atteint un seuil plancher depuis le milieu des années 1990. Les militaires se font de plus en plus pressants et réclament plus de moyens (surtout aux États-Unis, la contraction restant d'actualité en Europe, et en France, où la baisse a été amorcée plus tardivement). Les conflits actuels servent à justifier une augmentation des dépenses militaires. La croissance des dépenses fait la part belle à l'armement. Aux États-Unis par exemple, les achats d'armes devraient croître de 32,2% entre 1998 et 2003.

**Budget d'armements des États-Unis
(milliards de dollars constants 2000)**

année fiscale	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
acquisitions	46,70	50,09	53,02	60,26	59,27	61,74	62,50
R&D	38,69	37,48	34,38	33,44	32,99	30,02	31,62

Source : Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), *National Defense Budget Estimates for FY 2000*, mars 1999.

Les restructurations industrielles semblent être achevées. D'ailleurs, la décennie passée n'a pas été vécue de la même manière par toutes les firmes. Si les activités les plus traditionnelles (munitions, petites armes, construction navale, etc.) ont subi de plein fouet les ajustements budgétaires, d'autres activités ont connu une restructuration plus mesurée. Certaines fusions et acquisitions, spectaculaires aux États-Unis, ont marqué avant tout le recentrage des grands groupes sur leurs activités civiles.

Certaines activités sont même en forte croissance en dépit du contexte de baisse ou de stagnation des dépenses. Les technologies de l'information et

de la communication, en particulier, constituent des activités en nette croissance. Les firmes de ce secteur ont des activités d'armements en expansion (Litton, SAGEM, BAe,...) et de nouveaux groupes émergent, comme Anteon, Logica ou CACI. La restructuration a donc permis un rephasage des capacités industrielles de l'armement par rapport aux besoins, tant du point de vue quantitatif que technologique.

Il n'en reste pas moins que l'outil industriel issu de la guerre froide reste surdimensionné dans de nombreux pays. Le véritable enjeu est de savoir si chaque pays peut conserver ou développer une base industrielle et technologique de défense (BITD) complète. De fait, les budgets nationaux ne sont plus à même d'assurer seuls la viabilité des champions nationaux, à l'exception des États-Unis. Quels sont les pays ayant la capacité de faire vivre une gamme suffisamment large d'activités pour posséder une BITD elle-même viable ? La réponse dépend en fait de la manière dont la restructuration a été menée et des moyens dont se sont dotés les différents pays producteurs.

Aux États-Unis, les efforts engagés dès le début des années 1990 ont permis de viabiliser une BITD, en la modernisant et en éliminant ses composantes obsolètes. Cette tendance a d'ailleurs été (très) fortement impulsée par le gouvernement fédéral, qui a organisé la vague de fusions-acquisitions entre 1993 et 1998. De plus, les firmes américaines ont joué pleinement la carte du rapprochement avec l'économie civile. La BITD américaine développe même aujourd'hui des tendances hégémoniques...

Face à elle, même les plus grands pays européens ont du mal à maintenir une BITD nationale autonome. La nécessité d'une restructuration à l'échelle de l'Union apparaît de plus en plus évidente, mais elle se heurte à la mauvaise volonté de la plupart des firmes et des États, chacun cherchant à s'imposer comme l'acteur dominant. Les acteurs européens font en fait le jeu des firmes américaines, en privilégiant les regroupements nationaux et les coopérations transatlantiques (perdant l'indépendance que les États ont cherchée à préserver en s'opposant aux fusions-acquisitions transeuropéennes).

La naissance d'une BITD européenne semble illusoire. En dépit de la création d'une agence européenne de l'armement (l'OCCAR), bien peu de programmes sont réellement réalisés en commun, même si les grands pays européens n'ont plus la capacité de financer seuls le développement des programmes à venir.

Les pays européens ont réduit les dépenses de RD au profit des achats d'armements, afin d'assurer la pérennité à court terme des firmes nationales. Ce

choix met cependant en péril leur survie à long terme, d'autant qu'il a permis la survie d'un nombre trop élevé de firmes (et de programmes dépassés). Les restructurations nationales ne sont pas suffisantes et les regroupements transeuropéens tardent à venir. L'attentisme en Europe est inquiétant et la naissance d'une BITD européenne reste un vœu pieux. Au contraire, la BITD américaine est sortie renforcée de la décennie écoulée. Les firmes ont su s'adapter à la nouvelle donne, recentrant leurs activités et s'alliant aux firmes civiles et l'État américain a activement participé à cette évolution (aides financières, crédits de RD, soutien à l'export, etc.).

De l'autre côté de l'Atlantique, les moyens de la RD militaire américaine restent sans égal et la baisse des dernières années marque en fait le retour à un niveau "normal" (i.e. équivalent au niveau antérieur à 1983). La DARPA, acteur-clé de l'intervention des militaires dans la recherche fondamentale, voit même son budget maintenu à deux milliards de dollars par an. L'écart des moyens par rapport à l'Union européenne donne un avantage certain aux États-Unis et souligne les périls qui pèsent sur la production européenne d'armements.

À l'opposé, les pays européens n'ont pas – individuellement – les moyens d'une politique de RD

ambitieuse. Seule une mise en commun des programmes permettrait de dégager les ressources nécessaires, notamment via l'OCCAR. Toutefois, l'exemple du programme EUCLID, équivalent militaire du programme EURÊKA adopté en 1989, montre l'absence de bonne volonté au sein des pays de l'Union. Bien peu de projets communs ont émergé et, en 1996, seuls 60 millions d'ECUs ont été dépensés sur les 120 millions de budget annuel !

Cette tendance est d'autant plus inquiétante que s'est amorcé un rapprochement croissant entre les grands programmes technologiques publics civils et militaires – induisant des enjeux en termes de compétitivité structurelle. En effet, les programmes de RD militaire ont des retombées qui dépassent le seul cadre de l'armement et bénéficient aux économies nationales. L'évolution actuelle risque donc d'amoinrir la capacité d'innovation de l'économie européenne, alors même qu'elle souffre de carences certaines dans la valorisation de son potentiel scientifique et technique (*Rapport Guillaume*, 1997). Les pays européens risquent à terme de voir leur BITD se transformer en antennes de la BITD américaine et de perdre un outil-clé de leur politique industrielle et technologique.

«Temps libre...»

Zora HAUCLAIR

Enfin la cinquième équipe, déposons pancartes et drapeaux ! A cet instant, enveloppé d'une nouvelle jeunesse, je réalisais tout ce qui m'était offert par quelques heures de repos supplémentaires et tout ce qui était ouvert pour la société toute entière. Du travail pour nos enfants, la jouissance de temps pour satisfaire nos envies et bientôt une société conviviale, permissive et créatrice. J'ai commencé par ressortir et tenter de mettre à jour ma collection de timbres commencée il y a plus de vingt ans, retraçant le temps des lieux, leurs avancées, victoires, leurs hommes et leurs choses. Rattraper le temps perdu dans la poussière à ne pas voir grandir ou vivre les miens, étouffé par la fatigue et la chaleur de la coulée continue. Je redécouvrais les contrastes que vents et lumières impriment sur le sable et les vagues. J'étais libre... ou le croyais... ou l'espérais.

Les quelques heures de repos supplémentaires me parurent bientôt désespérément longues et creuses. Non que la parole m'eût quitté, mais ma voix n'était audible que par "l'équipe" et mon langage enserré dans les codes du travail de groupe. Non que les timbres ne m'eussent plus intéressés, mais ils étaient désormais payants, les bourses amicales d'échanges remplacées par les pompeuses ventes aux enchères de raretés de quatre sous, et les courriers standardisés n'offraient que l'effigie d'une république par trop honteuse qui scande telle une prière démagogique, ces trois mots – liberté, égalité, fraternité – sonnants et... trébuchants. Les miens

firent mines de sourire, en me voyant, pour quelques heures supplémentaires, débarquer dans leurs vies, trop longtemps habitués à ne connaître de moi que mon toujours trop maigre flux financier.

Que faire ? Brandir à nouveau pancartes et drapeaux !... pour n'obtenir que plâtres et ciments utiles pour colmater les brèches ?... Reprendre le travail ?... Accepter cet inéluctable, qui paraît si conforme à leur existence ?... Ou..., renoncer... ?

Je marchais longtemps. Les lumignons éclairés arrosaient ce petit matin noir de mille lueurs qui tout à coup, rendaient leur âme au premier son muet du ciel. J'écoutais le sifflet moqueur de l'air, claquant la corde au mât, à tous les mâts du port de plaisance proche. Les vagues vengeresses rendaient la pareille, tantôt hurlantes, tantôt mielleuses et toujours infidèles. La langue de terre, tout au bout, s'affale dans leurs drames en un point d'exclamation. Puis sur quelques mètres encore, un amas de blocs irréguliers s'étend en petits points étonnants. Le retour de la pêche voit défiler quelques bateaux, et quelques mains s'élancent comme une détresse pour nourrir un peuple de mouettes affamées. Plus loin, les monstres rougeoient encore du travail de la nuit et laissent échapper les bâillements vigoureux des heures de labeur. C'est alors que je me sentis absorbé, happé par ces cheminées oblongues, prisonnier de cette force un peu plus soldée, contre quelques heures de repos supplémentaire. L'épais gaz graisseux emplissait soudain l'image, je dévalais la longue pente, encore inconscient de l'importance à venir de mon expérience sans doute trop simple.

Les Rendez-Vous de R.I.I.

Les Ateliers d'Innovations

Comprendre l'innovation, c'est également ouvrir la "boîte noire" de la technologie. En effet, l'articulation entre la recherche-développement et la croissance pose encore de nombreuses questions. On assiste aujourd'hui à un renforcement assez général de la dépendance des activités de recherche scientifique et technologique envers le marché. Il est donc important de comprendre les enjeux, les dangers, mais aussi les espoirs liés à cette évolution – alors que la légitimité de la recherche publique est de plus en plus contestée. Parmi les chercheurs invités, D. Foray, J.L. Gaffard, R. Herrera, C. Pottier,...

Université d'été

Le Laboratoire RII, l'Université de Mons et la Fondation Jacquemotte (Bruxelles) organisent un séminaire à Mons, le 18 septembre 1999, sur le thème "Déchéance économique, technologie, travail".

Cinq thèmes seront développés : histoire de la lutte des classes et fondements de l'économie capitaliste ; cycles longs, taux de profit et dévalorisation du capital ; flexibilité du travail et rupture de la solidarité salariale : aménagement du temps de travail, télétravail et entrepreneuriat ; innovation, grandes entreprises et PME : crise, croissance et mondialisation ; nouvelles technologies de la com-

re minute ... dernière minute ... dernière minute ... der

Semaine de la "Science en Fête"

Dans le cadre de la semaine de la science (du 18 au 22 octobre 1999), le Laboratoire RII organise trois manifestations :

– "Mémoires de port et d'industries du nord", une exposition photographique retraçant l'histoire économique de la région dunkerquoise, les symboles de son développement et les perspectives à venir ;

– une conférence-débat "Recherches et prospective économique", le jeudi 21 octobre de 17 à 19h, dans l'amphithéâtre de la Maison de la Recherche en Environnement Industriel de Dunkerque ;

– "Écomania dunkerquoise", un jeu de piste dont les objectifs sont la sensibilisation des collégiens au développement économique et aux problèmes de la pollution et du développement durable

re minute ... dernière minute ... dernière minute ... der

munication et de l'information et "société informationnelle", les contradictions.

Renseignements : Jérôme Ziel (tél : 03.28.23.71.47, fax : 03.28.25.3.71.10, email : ziel@univ-littoral.fr).

Soutenance de thèse

Jérôme ZIEL soutiendra sa thèse de doctorat *Théorie de l'entrepreneur et faits économiques : éléments d'analyse tirés des expériences japonaise, indienne, chinoise et coréenne*, le jeudi 9 décembre 1999 à la Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme, 21 quai de la Citadelle à Dunkerque (Sophie Boutillier, MCF-HDR, Université du Littoral Côte d'Opale, directrice de thèse).

Colloque "Infrastructures de transport et co-développement"

Placé sous le haut patronage de M. le Ministre français des Transports et M. le Premier Ministre de Wallonie, ce colloque se déroulera en janvier 2000 à Bruxelles et cherchera à analyser les potentialités de co-développement entre le Nord de la France et la Belgique. Il sera organisé par le Laboratoire RII et la Fondation Jacquemotte (Bruxelles).

Renseignements : Jérôme Ziel (tél : 03.28.23.71.47, fax : 03.28.25.3.71.10, email : ziel@univ-littoral.fr).

appel à communications

Colloque International Joan Robinson

Ce colloque vise à dresser un panorama des apports de J. Robinson à la science économique et à comprendre son influence sur celle-ci et la compréhension des problèmes contemporains.

Axes thématiques proposés :

- J. Robinson, K. Marx et J.M. Keynes ;
- J. Robinson et l'État ;
- Restructurations industrielles et main-d'œuvre ;
- Blocages et perspectives de croissance ;
- Actualité et influence de l'œuvre de J. Robinson.

Toute autre proposition est, bien sûr, la bienvenue ! Le colloque se tiendra les 16 et 17 mars 2000. Les propositions de communication sont à envoyer **au plus tard le 31 décembre 1999** à :

Colloque J. Robinson Laboratoire RII – ULCO
21, quai de la Citadelle 59140 Dunkerque (France)
email : labrii@univ-littoral.fr
fax : +33 3.28.23.71.10
www.univ-littoral.fr/appcoll.htm

